

9 septembre 2022

NOUVELLES D'AFRIQUE

L'AFRIQUE, ETONNANTE ET RESILIENTE

Face aux menaces d'inflation et de récession

**Paul
DERREUMAUX**

*Fondateur du Groupe
Bank of Africa
Economiste*



Une partie du monde est depuis 2021 sous le coup de deux menaces économiques : le retour d'une inflation forte, et peut-être durable et un ralentissement marqué de la croissance économique, voire une récession à plus ou moins large échelle. Les pays d'Afrique subsaharienne n'échappent pas à ces turbulences. Les solutions qu'ils doivent y apporter et les effets qu'ils subissent sont cependant divers et originaux, à l'image de la façon dont le continent avait réagi à la pandémie du Covid-19.

La zone subsaharienne est accoutumée, en beaucoup de pays qui la composent, à un environnement inflationniste, parfois entraîné dans de brutales accélérations. Il provoque un glissement fréquent de la valeur des monnaies locales, et des taux d'intérêt nominaux élevés. Les exceptions notables à ce mouvement d'ensemble sont les pays dont la monnaie est reliée par une parité fixe à une des devises internationales fortes - Dollar ou Euro -, tels que notamment ceux de la zone Franc. Dans ces cas particuliers, la hausse des prix reste limitée et les taux bancaires nettement plus modérés. Dans le contexte économique et financier actuel, le mouvement mondial de hausse des prix se révèle d'une ampleur et d'un périmètre exceptionnels. Il a été alimenté par quatre principaux moteurs qui se sont succédés en se renforçant partiellement : la création monétaire de grande ampleur effectuée en 2020 pour faire face aux dépenses publiques issues de l'épidémie du Covid-19 ; la reprise soutenue en année 2021, durant laquelle l'offre a été soumise à d'importantes contraintes logistiques qui ont gêné sa progression et entraîné des ajustements de prix ; la guerre en Ukraine qui a perturbé les marchés du pétrole, du gaz et de quelques produits alimentaires ; la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis depuis mars dernier qui a fait s'envoler la valeur du dollar, y compris par rapport à l'Euro - qui a perdu quelque 10% de mars à juin 2022 -. La convergence et l'intensité inhabituelles de ces facteurs ont nettement aggravé les tendances inflationnistes habituellement rencontrées. Fin juin dernier, le rythme annuel approche ainsi 7% en République Sud-Africaine ou 8% au Kenya mais plus de 19% au Nigeria et près de 30% au Ghana tandis que le Zimbabwe a renoué avec l'« hyper-inflation » avec un taux avoisinant 90%. Même dans l'UEMOA, souvent « exemplaire », le rythme annuel de hausse des prix a régulièrement progressé depuis début 2022 pour s'élever en milieu d'année à plus de 8% en rythme annuel, et parfois davantage depuis lors, loin des 3% définis comme « objectif de convergence » de la zone. Des produits importés ont été les principaux générateurs de ce mouvement – le pétrole (+70% environ d'août 2021 au pic de juin 2022), mais aussi biens d'équipement et produits alimentaires notamment – mais les produits locaux ont souvent suivi, sous l'effet cumulé d'une hausse générale des prix de

revient et de comportements spéculatifs dans des marchés peu régulés, dominés par l'informel et ses réactions erratiques.

Face à l'inflation, les pays subsahariens disposaient de moyens de réaction modestes en comparaison avec les deux instruments utilisés dans ceux du Nord : la hausse des taux d'intérêt et les subventions étatiques. Les variations de taux décidées par les Banques Centrales n'y ont qu'un impact limité sur le volume des crédits bancaires locaux, qui pèsent moins lourdement dans le financement des économies nationales. De plus, les niveaux antérieurs déjà élevés de ces taux n'ont autorisé que des ajustements limités, contrairement à ce qui s'est passé dans les grands pays du Nord.

Du côté des subventions, les Etats concernés ont des moyens budgétaires fort variés et globalement modestes : les aides étatiques n'ont donc été ni étendues à tous les pays, ni aussi importantes que souhaitées, contrairement à ce qui s'était passé en réaction au Covid-19 faute d'appuis étrangers aussi conséquents et rapidement débloqués. Les augmentations de prix se sont donc largement déployées jusqu'au niveau des consommateurs. A ce jour, le prix de l'essence a ainsi déjà augmenté par exemple de 20% en Côte d'Ivoire et plus de 30% au Mali où le coût de la farine a crû de plus de 20%. Face à ces hausses et malgré des situations variables selon les régions, l'ajustement s'est globalement réalisé par l'érosion du revenu réel des ménages et la réduction de la demande chaque fois que possible. Les statistiques à venir devraient donc constater un accroissement de la pauvreté, en particulier dans les pays également touchés par les catastrophes climatiques comme la Somalie soumise à une longue sécheresse. Malgré tout, la résistance aux difficultés des populations africaines a conduit à ce que les protestations contre la vie chère sont restées jusqu'ici limitées, hormis les manifestations récentes en Sierra-Léone, où le changement de signe monétaire a sans doute été un élément inflationniste supplémentaire.

Largement démunies pour lutter contre l'inflation, les nations d'Afrique subsaharienne sont en revanche plutôt mieux placées vis-à-vis des risques de récession qui menacent les pays économiquement les plus avancés en ce milieu d'année 2022. Elles ont d'abord connu en 2021, comme dans le monde entier, une reprise généralisée de la croissance de leur Produit Intérieur Brut (PIB), évaluée à +4,1%, après la contraction de

2020 d'ailleurs plus réduite que ce qu'avaient retenu toutes les prévisions. Cette relance s'est en bonne partie appuyée sur les hausses, en prix comme en quantités, des exportations de matières premières : pétrole, métaux mais aussi produits agricoles. A partir de février 2022, la crise russo-ukrainienne a provoqué une envolée supplémentaire de beaucoup de ces produits. Les pays africains exportateurs de pétrole ont notamment profité à plein de cette situation qui a renfloué leurs Trésors publics et leurs balances des paiements. Mais les pays importateurs ont souvent pu compenser la hausse de leur facture pétrolière par l'embellie des prix internationaux d'autres produits de base. Dans le même temps, d'autres activités locales ont poursuivi leur « trend » positif : agriculture vivrière, stimulée par l'accroissement démographique et l'urbanisation ; systèmes financiers ; sociétés de télécommunication ; quelques services et industries de transformation ; petites entreprises de l'informel. Dans ce moment de profondes perturbations, la triple caractéristique de beaucoup de systèmes économiques africains - forte place de la production de matières premières destinées à l'exportation, présence de quelques services modernes solides, dynamisme d'un secteur informel en expansion -, souvent considérée comme une faiblesse structurelle, a plutôt constitué un atout de circonstance.

Les dernières estimations de croissance du PIB pour 2022 reflètent ces données. Le « boom » des prix des matières premières devrait ainsi se refléter particulièrement dans certaines régions : plus de + 3,5% pour le PIB de la Communauté des Etats d'Afrique Centrale (CEMAC), près de +7% en République Démocratique du Congo (RDC), +3,4% au Nigéria par exemple. Mais les économies plus diversifiées devraient aussi réaliser de bons scores : plus de +5% dans l'UEMOA, dont environ + 7% en Côte d'Ivoire, et près de +7% au Kenya. Globalement, l'Afrique subsaharienne escompte présentement une progression de son PIB de l'ordre de +3,7% en 2022, supérieure aux perspectives mondiales de +2,9% sur cette période. Ces performances seraient finalement meilleures que celles de la période 2016/2019.

L'Afrique subsaharienne pourrait donc déjouer encore en 2022 les prévisions les plus pessimistes, en préservant sa croissance économique malgré tous les inconvénients liés à une inflation « hors normes ». Pourtant, ce résultat mitigé n'a qu'une portée ponctuelle. D'abord, les effets de l'envolée des prix en 2022 pourraient continuer alors que le soutien aux entreprises et aux ménages apporté par les Etats et les capacités d'endettement supplémentaire de ceux-ci pourraient être réduits. Le poids des emprunts publics extérieurs dans le PIB a sensiblement augmenté depuis 2020, dépassant 80% en 2022 pour une

dizaine de pays et même plus de 100% pour 6 d'entre eux, avec des effets budgétaires qui devraient s'aggraver à la suite de la hausse internationale des taux. Le Ghana, où l'inflation a de loin dépassé les bons résultats de hausse du PIB, vient ainsi de voir son « rating » d'endettement extérieur dégradé à « hautement spéculatif ». De plus, l'inflation elle-même, malgré un vraisemblable ralentissement dans les grands pays, pourrait se poursuivre activement en 2023 en Afrique, en raison des déséquilibres et tensions diverses qui persistent sur le continent. Surtout, les événements de 2022, et avant eux ceux liés au Covid-19 en 2020, ont confirmé plus que jamais la dépendance excessive et multiforme de la zone subsaharienne vis-à-vis de l'étranger : par ses exportations composées surtout de matières premières, par ses importations gonflées par une faiblesse persistante des productions tournées vers les marchés intérieurs, par le poids de sa dette extérieure liée à l'insuffisance de ses ressources financières locales. Cette situation fragilise le continent sur le moyen terme et pénalise son développement. Pour la corriger, les pays visés doivent réaliser les mutations requises de leurs appareils économiques et de l'environnement dans lequel travaillent les entreprises. Face aux retards accumulés en la matière, toute amélioration de la croissance économique est à mobiliser pour accélérer ces transformations. Certains s'imposent cette discipline, même dans la période troublée actuelle. Le Kenya démarre ainsi une nouvelle centrale solaire à Kisumu, d'une puissance de 40 Megawatts (MW), poursuivant les grands investissements déjà réalisés dans ce secteur, tandis que le Bénin a inauguré sa première centrale solaire de 25 MW. La Côte d'Ivoire renforce ses investissements dans la transformation de cacao et de cajou et poursuit la création de grandes zones industrielles ultramodernes. Le Nigéria renforce sa position dans la production d'engrais grâce aux investissements de M. Dangote. D'autres, par manque de vision à long terme et/ou sous la pression de graves difficultés, n'accordent pas aux investissements économiques indispensables la place nécessaire : plusieurs pays du Sahel, rongés par le terrorisme et par des contraintes politiques, ou le Sud-Soudan, paralysé par de longues luttes intestines, n'ont pas encore adopté ces priorités. La première conséquence de ces disparités sera l'élargissement du fossé grandissant entre les perspectives pour l'avenir des divers groupes d'États.

La résilience récente de l'Afrique subsaharienne n'est donc pas synonyme automatique d'amélioration à moyen terme de la situation de celle-ci. Pour qu'une large partie du milliard d'habitants qui la peuplent bénéficie d'un tel changement, les orientations requises - augmentation des productions locales tournées vers la satisfaction des besoins intérieurs, innovations, amélioration qualitative des ressources humaines...- auront à être

appliquées aussi vastement que possible, ce qui est loin d'être encore le cas. Sur ce plan, la consolidation des regroupements régionaux resterait sans doute un des meilleurs moyens pour que les pays « locomotives » entraînent dans leur sillage ceux qui sont en retard ou affaiblis, au service d'un mieux-être collectif. La période récente n'a pas montré d'importantes initiatives en ce sens. Mais les faits sont têtus : les priorités à retenir et les moyens de les atteindre finissent toujours par s'imposer.